

Luttons ensemble contre la précarité!

Contre les arnaques gouvernementales : Luttons !

A l'image de ce qui se passe pour la population, chaque année les conditions de vie et d'étude de la jeunesse se dégradent. L'année 2010 ne fera pas exception à la règle que ce soit pour les étudiants-es ou les travailleurs-euses précaires, la plupart d'entre nous étant les deux. Nous poussant à accepter des conditions d'existence intolérables, les réalités quotidiennes de la précarité sont là : logements insalubres et de plus en plus chers, cités universitaires en nombre insuffisant et, pour la plupart, dans un état de délabrement intolérable, augmentation du prix des transports, des restos U, précarisation des contrats de travail pour ceux et celles qui arrivent à en obtenir un.

Une vaste arnaque

Alors que la réforme des bourses pour les étudiants-es a signifié une baisse de leur montant pour beaucoup d'entre nous (voir une suppression), la classe dirigeante ne s'arrêtera pas là. Misant sur l'effet d'annonce pour faire passer leurs politiques, rien ne sera fait pour sortir les travailleurs-euses et les travailleurs-euses en formation de leur précarité sans cesse croissante. Par son « plan pour la jeunesse », le gouvernement essaye de créer un rideau de fumée avec des réformes comme le 10ème mois de bourse, n'étant en fait que l'étalement du même montant à l'année sur 10 mois au lieu de 9. Le gouvernement va encore plus loin en faisant croire que le RSA sera étendu à la jeunesse alors que seulement ceux et celles ayant travaillé à plein temps deux ans sur les trois derniers pourront en bénéficier... Autrement dit très peu ! Ces effets de manches cachent en réalité une nouvelle offensive de la droite et du patronat, passant par l'encouragement de l'alter-

nance, véritable mine d'or de main d'œuvre à bas coût, ou encore par la création d'un service public d'orientation qui sera rapidement privatisé, laissant les patrons décider de nos orientations. Le paroxysme est atteint avec le « livret de compétence », vieux rêve de la droite, permettant de faire un diplôme différent pour chaque personne et donc, par ce biais de détruire les accords sur les conventions collectives, décidant des rémunérations minimum des travailleurs-euses. La logique est toujours la même : baisser le coût du travail pour enrichir une minorité d'exploiteurs-euses ! Et ce ne sont pas les discours démagogiques des politiciens dont l'objectif est de conquérir une place confortable dans les institutions qui masqueront cette réalité (régionales, cantonales, etc.). L'amélioration de nos conditions de vie ne dépendra jamais d'une politique d'épicier radin ni de promesses électorales, mais seulement de nous et de notre engagement dans la construction de luttes sociales permettant de faire plier le pouvoir en place.

S'unir pour des luttes victorieuses

L'objectif des classes dirigeantes est clair : Précariser la jeunesse pour bénéficier d'une main d'œuvre bon marché, et habituée au « nouvelles normes de travail » (c'est-à-dire docile). L'alliance gouvernement/MEDEF profite de la crise qu'ils ont créée pour imposer une dégradation de nos conditions de vie. Loin d'être due à un manque « de morale des banquiers-ères » cette situation est due à la nature même du capitalisme cherchant de par son fonctionnement à augmenter continuellement ses profits.

Misant sur l'idéologie individualiste qui domine notre société et sur le mythe du « chacun pour soi », une minorité continue de mener son grand train de vie

(l'exemple du reversement de la part de la BNP d'un milliard d'euros d'aides publiques à ses cadres supérieurs en est l'exemple). Face à cela il ne s'agit pas de « refonder le capitalisme » ni de le moraliser. Il s'agit d'entrer toujours plus nombreux en résistance, de s'organiser, pour porter des coups toujours plus efficaces contre les politiques capitalistes. Et de construire à travers cette résistance de nouvelles solidarités à la base transcendant les vieilles catégories (corporatisme, « jeunes » contre « vieux », etc.) et les fausses oppositions (travailleurs-euses contre chômeurs-euses, etc.) afin de construire un monde nouveau débarrassé des exploiters-euses en tous genres.

Alternative libertaire

Qui sommes-nous ?

Nous sommes communistes libertaires. Nous sommes actifs dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités. Nous sommes présents dans les luttes de la jeunesse comme dans celles des salarié(e)s et des chômeur(se)s.

Pourquoi Communistes ?

Rien à voir avec l'ex-URSS. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses.

Pourquoi libertaires ?

Pour une société sans hiérarchie, où le pouvoir ne soit plus accaparé par une élite économique et politique. Pour l'auto-gestion.

Et la révolution ?

On n'attend pas le grand soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme.

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.

Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros - 15 euros pour les jeunes et précaires - paiement possible en ligne)

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Publié le 4 novembre 2009

À renvoyer à **Alternative libertaire, BP 295, 75921 PARIS Cedex 19**

www.alternativelibertaire.org